

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:
 KWARTALNIE..... 12 fr.
 PÓLROCZNIE..... 24 fr.
 ROCZNIE..... 46 fr.
 NUMER ŚRODOWY... 40 c.
 NUMER SOBOTNI... 25 c.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 50 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)

i w soboty (po francusku i po polsku)

et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS

Paris et Départements:
 TROIS MOIS..... 12 fr.
 SIX MOIS..... 24 fr.
 UN AN..... 46 fr.
 NUM. DE MERCREDI 40 c.
 NUM. DE SAMEDI... 25 c.

Etranger:

UN AN..... 50 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

En Haute-Silésie allemande

Les Polonais

sous la terreur pangermaniste.

Lorsqu'aux termes du traité de Versailles un plébiscite germano-polonais fut décidé pour régler le sort politique de la Haute-Silésie, les partis allemands, et en particulier le parti catholique du Centre, se prononcèrent pour l'autonomie de ce pays. Mais cette manœuvre n'avait pour but que d'exercer une influence sur les électeurs hésitants et n'était en fait qu'une riposte à la promesse faite à la population par le gouvernement polonais et tenue par lui sur toute l'étendue du territoire définitivement détaché de l'Allemagne. La Haute-Silésie polonaise, de même que la Silésie de Teschen, jouit en effet aujourd'hui, à la suite d'une loi votée par la Diète de Varsovie, d'une autonomie administrative et financière.

Il n'avait échappé à aucun esprit averti et connaissant la mentalité allemande que le gouvernement de Berlin était nettement opposé à l'autonomie de la Haute-Silésie allemande et le parti pangermaniste surtout voyait dans ce changement de régime une cause d'affaiblissement des idées prussiennes. Toutefois, pour ne pas paraître se démentir aux yeux de l'Europe et des Alliés, l'Allemagne organisa, le 3 septembre, une consultation populaire pour savoir si la Haute-Silésie devait rester province prussienne ou devenir un Etat autonome dans l'organisme politique du Reich. Cette consultation a été organisée dans les conditions habituelles, c'est-à-dire sous un régime de terreur, avec l'appui de l'Orgesch et autres bandes similaires et avec la connivence de la Reichswehr, qui est naturellement restée inactive devant les actes de violence quotidiens des vandales teutons.

Voici quelques faits qui prouvent le degré de sauvagerie de ces brutes déchaînées: A Szobiszowice (Petersdorf), dans le district de Gleiwitz, on a brisé les portes de l'appartement de Mlle Sophie Musiol; celle-ci a été traînée presque nue sur la route, puis frappée et menacée d'être jetée dans un canal. A Zerniki, le mineur polonais, Jean Sapiha, a vu tuer sous ses yeux sa fillette âgée de quatre ans. A Mechnice, la femme de Charles Niedzielski a été tuée dans son logement. Victor Nokon a subi le même sort chez lui, à Bobrek, dans le district de Gross Strehlitz. A Borkowice, la fille de F. Scamang a été assassinée, ses sœurs et sa mère ont été blessées. Un peu partout, et en particulier à Gogolin, à Taciszow, à Rosmierz, à Obrowiec, à Mikalczyce, à Kozlow, à Zerniki, à Kadlub, à Groszowice, à Stanice, à Laki, à Zawadzkie, à Tworkow, à Nendza, l'Orgesch s'est livré à des scènes de terreur qui dépassent toute imagination: femmes violées, logements pillés, enfants et vieillards battus et grièvement blessés. De nombreux Polonais ont été invités à quitter la Haute-Silésie allemande et sommés d'abandonner tous leurs biens; dans beaucoup de communes, la moisson, faute de bras, n'a pu être faite.

Il est évident que, faute de mieux, tous les partis polonais étaient partisans de l'autonomie, dans l'espoir que ce nouveau régime offrirait plus de garanties pour le respect de leurs droits nationaux. Mais en présence de l'attitude des Allemands et par suite du départ de plus de 60.000 Polonais chassés par les autorités prussiennes, le représentant polonais en Haute-Silésie allemande a fait publier, à la veille de la consultation, une déclaration engageant ses compatriotes à s'abstenir, puisqu'un vote ayant lieu sous la terreur était sans valeur aux yeux du monde civilisé.

La consultation a donné une très forte majorité contre l'autonomie. Pour être sûrs de triompher, les Allemands avaient du reste pris la précaution d'ajouter à l'ancien territoire plébiscitaire de Haute-Silésie les districts purement germaniques déjà laissés à l'Allemagne par le traité de Versailles. 50.000 électeurs ont cependant eu le courage de voter en faveur de l'autonomie, mais près de 200.000 Polonais n'ont pas participé au vote.

Le Reich viole donc les conventions relatives aux minorités nationales et, loin de tenir ses engagements signés à Genève par ses représentants, il rend la vie impossible à ses ressortissants polonais. La gravité de cette situation ne doit pas échapper à l'attention des gouvernements alliés et surtout du gouvernement français. A la Société des Nations incombe le strict devoir de veiller à la garantie des droits des minorités nationales aux Polonais de la Haute-Silésie allemande. Et cela d'autant plus que cette campagne d'extermination ne vise pas seulement l'élément polonais lui-même; elle tend à faire de cette région, comme de celles de Dantzig et de Prusse Orientale, un des foyers les plus actifs de la revanche allemande.

En Haute-Silésie, la Selbstschütz et l'Orgesch ont déjà réussi à réorganiser leurs forces en créant une « Verein der vaterländisch gesinnten Soldaten » (Union des Soldats patriotiquement pensants). Cette union qui dispose d'armes et de munitions exerce ses adhérents au service en campagne, fait des manœuvres et son effectif correspond déjà à un corps d'armée. Il s'agit donc bien d'un foyer de revanche dans une province éloignée du contrôle interallié et dont l'existence, en violation du traité de Versailles, constitue, sous le faux prétexte de défendre les tendances nationales allemandes, une véritable et constante menace contre la paix européenne. Ces manifestations d'esprit militariste et revanchard vont-elles se prolonger?

Maurice TOUSSAINT.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4 %

98° tirage d'un million

du 9 septembre 1922

Numéro gagnant: 467.669

bourse de Varsovie: 1560—1590 mp.

Marie de Gonzague

reine de Pologne.

Elle vint, belle et précieuse,
 Avec ses yeux de velours noir,
 Avec son âme aventureuse
 Elle vint pour ne pas déchoir.
 Oubliant la flamme ancienne,
 Et de Cinq-Mars, l'amour si doux,
 Elle vint, pour être enfin reine,
 Aux côtés de son vieil époux.
 Elle ne vint à Varsovie
 Que pour lutter et pour régner,
 Elle, pourtant, qui fut l'amie
 De Madame de Sévigné!
 Mais elle avait trop lu Corneille
 Et son cœur s'était endurci;
 Toujours l'ambition s'éveille
 D'une âme d'où l'amour a fui.
 Et sa vie ainsi s'est passée
 Dans l'intrigue et l'âpre désir...
 Puis un soir, vieillie et lassée,
 Elle a dit: « Il faut donc mourir! »
 Elle ne fut jamais heureuse,
 La Pologne ne l'aima pas.
 Et, seul espoir de Précieuse,
 La gloire, même, l'oublia.

Anne-Marie GASZTOWTT.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)

« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »
 8, avenue Montaigne.

Le port de Gdynia.

Les travaux de construction du port polonais, à Gdynia, seront poursuivis sans interruption. Les crédits nécessaires étant accordés, on annonce pour le début de l'année prochaine l'ouverture du port provisoire avec une circulation de marchandises d'environ 400.000 tonnes.

On affirme que le port de Gdynia sera à même d'assurer l'indépendance complète du commerce polonais.

Vers la suppression de la zone neutre polono-lithuanienne.

On apprend que le délégué de la Société des Nations, séjournant actuellement à Kowno, sera chargé de l'exécution de la décision relative à la zone neutre. Il se rend au début de la semaine prochaine à Wilno, ensuite à Varsovie et à Genève. Après avoir examiné le rapport du délégué, la Société des Nations enverra une commission spéciale chargée de la délimitation détaillée de la zone neutre.

Pologne et Brésil.

A l'occasion du centenaire de la République brésilienne, le chef de l'Etat envoya au Président les insignes de l'ordre polonais de « l'Aigle Blanc ».

Bourse de Varsovie.

La baisse des valeurs étrangères continue.

Nouvelles lignes de chemin de fer.

Le Ministère des Communications vient d'élaborer deux projets de nouvelles lignes de chemins de fer reliant Varsovie au centre de l'industrie minière de Dombrowa. Ces lignes seraient à même de faciliter considérablement l'exportation du charbon polonais.

La grève des postiers terminée.

Les négociations entre les délégués du syndicat des employés des postes et télégraphes et les représentants du gouvernement ayant abouti à un compromis, tous les employés ont repris le travail.

La délégation suisse à Varsovie.

Parmi les délégués officiels, financiers et industriels suisses qui viennent d'arriver à Varsovie, se trouvent entre autres : le directeur de la Banque Populaire Suisse ; le délégué de l'Union des Banquiers ; le directeur du Comptoir d'Escompte de Genève ; deux professeurs de l'École Polytechnique de Zurich ; le secrétaire général de l'Agence Télégraphique Suisse ; le président de l'Association des Ingénieurs ; le directeur de la fabrique « Zenith » délégué de la grande industrie horlogère.

La mission économique française à Leopold.

Pendant l'inauguration de la deuxième foire orientale de Léopold (Lemberg), la délégation française a été l'objet d'acclamations particulièrement chaleureuses. Le chef de la mission économique française, M. Tirman, a souligné dans son discours les liens de plus en plus intimes qui unissent la France et la Pologne non seulement au point de vue politique et sentimental, mais aussi dans le domaine économique. MM. Bouron et Gotant ont exprimé leur satisfaction de la part importante que la France a prise dans l'organisation de la seconde foire orientale, où elle possède un pavillon spécial. Enfin, M. Meggle a terminé en disant que les membres de la mission française ont rapporté de leur visite aux centres industriels et miniers polonais une profonde impression.

Discours aux journalistes yougoslaves.

M. Narutowicz, ministre des Affaires Etrangères, a donné mardi un déjeuner en l'honneur des journalistes yougoslaves qui visitent actuellement la capitale polonaise.

Le ministre des Affaires Etrangères et de nombreux orateurs ont prononcé des discours soulignant la nécessité de défendre les traités desquels est sortie l'indépendance de la Pologne et de la Yougoslavie. Ces discours ont rendu plus étroits encore les liens amicaux qui unissent les deux pays.

Le Maréchal Pilsudski en Roumanie.

Le journal officiel roumain « Vittorul » mande que le maréchal Pilsudski a été reçu à Sinaïa, la résidence du roi Ferdinand, avec les honneurs royaux.

Le voyage du général Sikorski.

En commentant la visite du général Sikorski, chef de l'Etat-Major général polonais, en France, la presse de Varsovie souligne l'importance de ce voyage et le profit qui en résultera pour l'armée polonaise.

L'approvisionnement de la Haute-Silésie.

Le gouvernement polonais a assigné la somme de 4 milliards de marks pour l'approvisionnement de la Haute-Silésie.

Une exposition agricole en Pologne.

Le Ministère de l'Agriculture a conçu le projet d'organiser une exposition agricole internationale en Pologne en 1923. L'exposition comprendrait toutes les branches de l'agriculture et de l'industrie agricole, on tâcherait d'y assurer le concours de tous les gouvernements ainsi que des maisons privées, des coopératives, des fédérations professionnelles, etc., etc.

Capture d'insurgés ukrainiens.

Un détachement d'insurgés ukrainiens, commandés par Pchetman Orjew, a dû passer, sous la pression des troupes rouges, la frontière polonaise près de Husiatyn. Les insurgés ont été désarmés par les Polonais et transportés dans un camp d'internés.

ALLEMAGNE

Les minorités polonaises en Allemagne.

Plus d'un million de Polonais que le règlement des frontières occidentales de la Pologne a laissés sous la domination allemande se trouvent soumis à un régime qui leur dénie les droits les plus élémentaires garantis cependant par les récents traités internationaux. En Prusse orientale, notamment, non seulement les Polonais sont privés d'écoles nationales, mais encore les précepteurs soi-disant républicains appliquent aux enfants polonais un système d'éducation qui s'inspire des pires traditions du moyen âge. Ainsi le maître d'école du village de Naglady, près de Gieswald, M. Kater, remet au début de la semaine une tablette avec l'inscription : *Sonabend, 11 Uhr, Auszahlung* » (samedi, 11 heures, règlement de compte) au premier enfant pris en faute pour avoir prononcé une parole en polonais. Pour éviter la punition, le coupable n'a qu'à surprendre un de ses camarades, auquel il passe sa tablette. Celui qui ne réussit pas à la placer avant le samedi reçoit le fouet pour tous ses camarades.

Les journaux polonais, notamment le *Kuryer Warszawski*, établissent à cette occasion une comparaison éloquent entre la situation intolérable faite aux Polonais par le pays qui se targue de sa kultur et les sacrifices que s'impose spontanément, au nom de la civilisation, le gouvernement polonais. En effet, le Trésor polonais entretient pour les minorités allemandes 884 écoles primaires en Grande-Pologne, 369 dans la voïvodie de Poméranie, 239 en Pologne centrale, 27 en Petite-Pologne, 24 en Volhynie et 19 en Silésie de Teschen, sans compter la Haute-Silésie polonaise.

RUSSIE

Le retour de Lenine à la vie publique.

Au cours de la dernière séance du Soviet de Petrograd, Radek annonça le prompt rétablissement de Lénine et son retour à la vie publique. Le président du Conseil des Commissaires aurait déjà recouvré la santé au point de pouvoir se remettre au travail. Il fera sa première apparition en public au cours du cinquième anniversaire de la révolution bolcheviste, le 27 octobre prochain.

Un appel de la troisième Internationale.

Le Comité Exécutif de la III^e Internationale a lancé un appel « aux prolétaires de la France et de l'Allemagne » en leur recommandant d'engager une lutte décisive contre leurs gouvernements respectifs et de profiter, à cette fin, des différends qui les séparent. « L'ennemi est désuni, dit l'appel, c'est donc nous qui devons rassembler nos forces. » Le Comité s'adresse particulièrement aux ouvriers allemands dont la tâche est plus facile, vu l'effervescence d'esprits en Allemagne et la situation difficile de son gouvernement. Aussitôt que le régime communiste y sera établi, les ouvriers français n'hésiteront pas à suivre leurs camarades allemands.

Les réformes économiques.

« L'inspectariat paysano-ouvrier », organe consultatif auprès du gouvernement des Soviets, vient d'adopter plusieurs projets de réformes de haute importance, qui ont été approuvés par le Conseil des Commissaires. On a décidé entre autres la liquidation de tous les trusts d'Etat ainsi que la suppression de l'exploitation forcée de la grande propriété foncière.

La navigation aérienne en Russie.

Une société anonyme « de navigation aérienne en Russie » vient d'être créée à Moscou. Elle est uniquement avec le concours des offices gouvernementaux, notamment du commissariat des communications et de l'office du commerce extérieur, elle aura pour but d'organiser une communication régulière entre les principales villes de la Russie.

Il est significatif que la mission allemande à Moscou a pris une part active dans l'organisation de la société ; elle s'est chargée entre autres de lui fournir un certain nombre d'avions de la maison allemande « Junkers ».

Les concessions forestières.

Les représentants de la grande industrie allemande sont arrivés à Moscou pour examiner les possibilités de grandes concessions forestières.

Tchitcherine ferait un voyage en Amérique.

On mande de Berlin que Tchitcherine a demandé au consulat américain le visa pour se rendre en Amérique. Il aurait l'intention de faire ce voyage pour entamer des négociations avec les financiers américains au sujet des crédits pour la Russie.

Arrestations d'étudiants.

Après les savants et les hommes de lettres, ce sont actuellement les étudiants qui tombent victimes de la terreur rouge. On vient d'arrêter dans les différents centres universitaires, notamment à Moscou, à Pétrograd et à Kharhoff, plusieurs centaines d'étudiants qui ont été déportés sans jugement en Sibérie et dans les gouvernements du nord-est de la Russie. Ils sont soupçonnés d'activité contre-révolutionnaire dans les rangs des organisations esseristes et démocrates-constitutionnelles ; néanmoins aucune enquête n'a été ouverte et aucun acte d'accusation n'a été remis aux déportés.

Un nouvel acte de terreur.

Les autorités soviétistes ont dissous l'organisation de la Croix Rouge russe dirigée par la femme du célèbre écrivain Gorky. Les membres de l'organisation ont été arrêtés et comparaitront prochainement devant le tribunal révolutionnaire de Moscou, accusés d'activité contre-révolutionnaire.

ÉCHOS ÉCONOMIQUES

L'exportation du charbon en 1922.

D'après les premières statistiques publiées pour 1922, les chiffres de la production des bassins charbonniers de Dombrowa, Cracovie et Ciészyn indiquent une progression satisfaisante sur ceux de 1921.

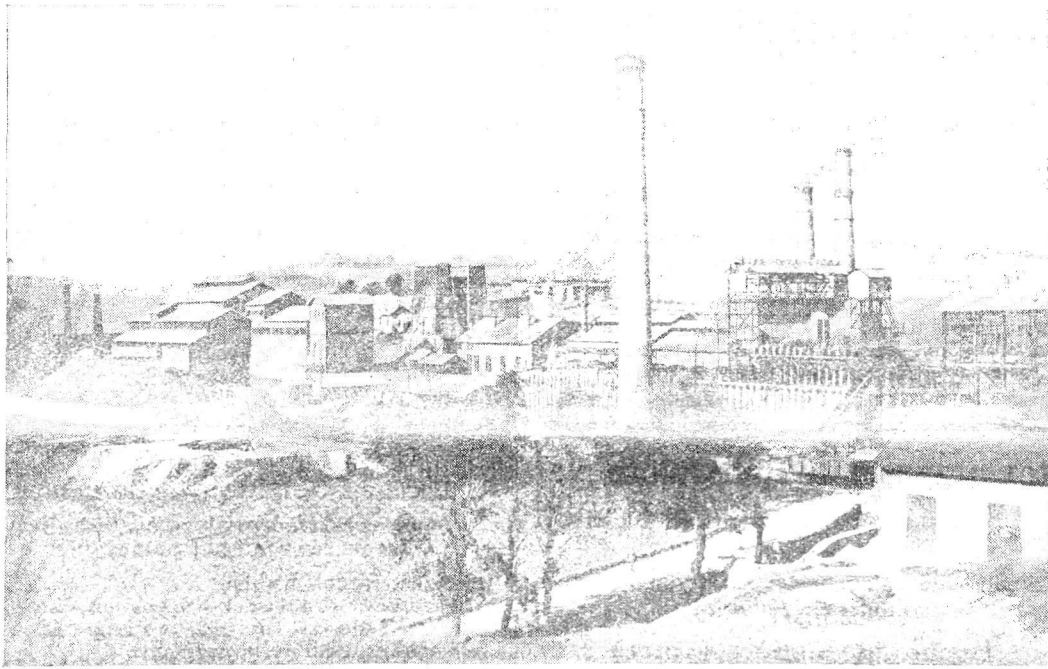
Voici les chiffres comparés pour les deux premiers mois des années 1913, 1921 et 1922 ; les chiffres sont exprimés en tonnes :

Bassins	1913	1921	1922
Dombrowa...	1.194.976	839.083	1.081.029
Cracovie.....	328.465	256.801	313.028
Ciészyn.....	30.701	27.041	27.260
Totaux.....	1.554.142	1.122.845	1.421.317

Le tonnage total pour les deux mois de janvier et février 1922 représente 91,5 % du tonnage total des mêmes mois de 1913. L'augmentation, en 1922, par rapport à 1921 est de 298.472 tonnes ou 26,6 %.

On peut s'attendre à ce que la production atteigne bientôt l'importance de celle de 1913.

(Bulletin Bi-mensuel publié par la Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie.)



Roche-la-Molière (Loire).
Pralnie i piece koksowe.

MEMENTO

Rocznica bitwy nad Marną.

W ubiegłą niedzielę, jak co roku, Francja obchodziła uroczystość rocznicę bitwy nad Marną. Wśród nawalu wydarzeń dnia codziennego, opinia publiczna we Francji, zmęczona, jak we wszystkich krajach, nie zwróciła większej uwagi na tę doniosłą uroczystość. Bitwę nad Marną porównywano niejednokrotnie z największymi bitwami w historii świata, które decydowały o losach narodów. Naszem zdaniem owe kilkudniowe zmaganie się armji francuskiej w początkach września 1914 roku z przegajającymi armjami niemieckimi, zakończone zwycięstwem, którego zrazu nikt nie spostrzegł, nie da się porównać z żadnym zwycięstwem w przeszłości. Gdyby wówczas armja von Klucka była sforsowała linię Marny, karta Europy byłaby dzisiaj inna miała wykład, a na owej karcie daremniebyśmy szukali polskiego państwa nad Wisłą, Wojna byłaby się napewno zakończyła szybko i Europa, wstrząśnięta kilkumiesięczną zawieruchą, byłaby popadła w niewolę niemiecką.

Nieustanne przypominanie owego wielkopomnego faktu, owego « Miracle de la Marne » (cudu nad Marną) jest obowiązkiem całego świata cywilizowanego, tem większym, że społeczeństwo europejskie, zmęczone powojennym okresem ciągle jeszcze przewlekającym w nieskończoność skutki wojny na polu ekonomicznym, dosyć szybko zapominało owych dni strasznych, a jeżeli nie zapominało, to w każdym razie instynktownie odwraca od nich pamięć i pragnie za wszelką cenę wejść w wygodny tryb życia, zapominając o tem, że minęły całe lata dziesiątki, a może i więcej, nim rozkolysane fale wróca do swego łożyska, a kiedy wróca, to dużo rzeczy będzie zupełnie zmienionych.

Niemcy, którzy mocni byli nie tylko na polu wojskowym, ale i w chytrości, korzystają bardzo zrzęcznie z tego powszechnego pragnienia ludów europejskich i... udają głupich. Innem słowem nie można określić ich obecnej polityki. Udają głupich i robią taką minę, przy każdej sposobności, jakby mieli równy głos we wszystkich sprawach, w odbudowie ekonomicznej Europy i w całym szeregu spraw bieżącej polityki europejskiej.

Udają głupich i niby nie wiedzą a przynajmniej jakby zapomnieli o tem, że przez dziesiątki lat Europa musi traktować ich jako bandytów, przed którymi trzeba się na każdym kroku mieć na baczności, bo w chwili, kiedy się tego najmniej człowiek spodziewa, może dostać z tyłu zdradzieckie pchnięcie nożem od Niemca. A nie tylko udają głupich, ale w dalszym ciągu wszędzie tam, gdzie mogą, prowadzą bez najmniejszych zmian w dalszym ciągu przedwojenną politykę zbrodni, podstępów, zdrady i gwałtu. Prusy wschodnie, Gdańsk, a zwłaszcza Śląsk,

to przecież nie co innego, jak bez najmniejszej przerwy dalszy ciąg brutalnych gwałtów niemieckich, ani na jotę nie różniących się od dawnych zbrodni, kiedy dzisiejsza republika niemiecka była cesarstwem.

I dlatego takie rocznice, jak rocznica bitwy nad Marną, powinny być propagowane w jak najjaskrawszy sposób, by przyszłe pokolenia ani na chwilę nie zapomniły, że wśród ludów Europy jest jeden, który na całe wieki powinien być « na indeksie ».

Trzeba być bardzo zaślepionym, aby przypuszczać, że całe niebezpieczeństwo bolszewickie jest najgroźniejszą troską Europy. Bolszewizm nie jest niczem innym, jak zwyrodniałą próbą wyzyskania pewnych doktryn społecznych w celach zupełnie osobistych pewnej kasty. Ma on owszem pewną zasługę w tem, że Europie otwarił oczy na to, do czego prowadzi amatorskie realizowanie bardzo poważnych i bardzo skomplikowanych zagadnień społecznych. Mimo więc, że jest on wielką zbrodnią i zastanowieniem ewolucji społecznej Europy, wypływa z zasad, które można odpowiednio skanalizować i doprowadzić pod ogólną ewolucję społeczną Europy.

Tak nam się przynajmniej zdaje.

Natomiast niebezpieczeństwo niemieckie jest stokroć większe i poważniejsze, bo wypływa z zaprzeczenia podstawowych postulatów całej kultury. Wypływa z niedającego się zmienić zapatrywania, apetytu, umysłowości, charakteru, sposobu myślenia, ludu niemieckiego, który pragnie z wolna pochłonąć Europę i najbliższych sąsiadów przerobić na Niemców, a dalszych poddać bezwzględnie pod swój wpływ na każdym polu.

Bolszewizm da się porównać do fanatycznego czynu ciemnego owczarza-cudotwórcy, który chciał leczyć chorego końskimi środkami (samemu na tem grubo zarobiwszy) i odrzuca w swem zaślepieniu całą naukę lecznictwa, na którą ludzkość zdobyła się wiekami pracy i doświadczeń. Niebezpieczeństwo niemieckie nietylko da się porównać, ale ono jest istotnie rakiem, który toczy cały organizm Europy i nie może czynić inaczej, bo widzi od dwóch tysięcy lat, że im więcej stoczy, tem jemu samemu się lepiej prowadzi.

O ile Europa, chora na raka niemieckie, nie potrafi się zdobyć na odpowiednie serum, o które znów nie tak trudno, ulegnie ona niechybnej śmierci. Francja i Polska, które najwięcej ucierpiały od Niemców, są w pierwszym rzędzie powołane do akcji antyniemieckiej na wielką skalę, a takie rocznice, jak Grunwald u nas, a Marny we Francji, powinny być doskonałą sposobnością do olbrzymiej propagandy w tym duchu.

K. MIR.

K. MIR.

Magna Charta polskiego robotnika we Francji

(Kilka uwag o 1-ej konwencji robotniczej francusko-polskiej.)

III.

Część pierwsza konwencji nosi, jak wspomnieliśmy w artykule poprzednim, nazwę: Przepisy ogólne i zawiera cztery artykuły.

Art. pierwszy (a drugi konwencji) powiada:

« Robotnicy imigranci przy równej pracy otrzymują wynagrodzenie, równe wynagrodzeniu robotników miejscowych tej samej kategorii, a w braku robotników miejscowych tej samej kategorii ... wynagrodzenie oparte na podstawie poziomu wynagrodzenia normalnego i przyjętego w danej okolicy.

Artykuł ten, powiadający, że robotnik polski we Francji zarabiać będzie tyle, co i robotnik miejscowy, a więc francuski, tej samej kategorii, za taką samą pracę, jest jednym z kamieni węgielnych całej konwencji i robotnicy nie są obowiązani do czynienia jakichkolwiek ustępstw od niego. Znaczy to, że jeżeli w jakiej kopalni czy w jakim przedsiębiorstwie budowlanem czy rolnem, robotnik polski wypracuje tyle, co i robotnik francuski, a za swoją pracę otrzyma zapłatę mniejszą, to zachodzi wtedy zupełnie jaskrawy wypadek pogwałcenia konwencji, a ze strony patrona (czy jest nim kopalnia, czy gospodarz, czy jakkolwiek przedsiębiorca) dzieje się najwyraźniejsze nadużycie.

Gdzie w tym artykule mogą być punkty, o które da się zaczepić pracodawcom francuskim w wypadkach spornych, to jest takich, gdzie robotnik polski uważać mógłby, że w porównaniu z robotnikami francuskimi dzieje mu się krzywda, że jest mniej niż on płatny?

W tekście konwencji w powyższym artykule są dwa takie punkty, które mogą służyć za zaczepienie pracodawcom.

Pierwszym z nich, to wyrażenie: ... przy różnej pracy.

Wyrażenie to może być dowolnie tłumaczone, zwłaszcza w kopalniach i to tam, gdzie górnicy są płatni nie na « dniówkę », ale na akord, to jest od ilości wykopanego węgla czy naładowanych wagonów i t. d. W praktyce bowiem może się zdarzyć, że robotnikowi polskiemu odpowiedzą: wybrałeś mniej węgla niż twój kolega Francuz, naładowałeś mniej wagonów, niż on, zatem dostajesz mniejszą zapłatę.

Drugim takim ustępem, który może być wyzyskany na niekorzyść robotnika, to są słowa końcowe tego artykułu, powiadające, że o ile by nie było robotników miejscowych takiej samej kategorii, to za podstawę przyjmuje się « wynagrodzenie normalne, przyjęte w danej okolicy ». Ten ustęp mógłby znów być obrócony, zwłaszcza przeciw robotnikom rolnym po małych gospodarstwach, tam, gdzie na fermie niema innych robotników, jak Polacy.

Nie mając przed oczyma przykładu na robotnikach francuskich, nie mogą kontrolować, jaka płaca jest przyjęta w okolicy za wynagrodzenie normalne.

Te wszystkie uwagi, któreśmy cotylnko wypowiedzieli o owym artykule « Przepisów Ogólnych » konwencji, są krytyką czysto teoretyczną. Takie same uwagi nasunęłyby się nam, gdyby wogóle żaden robotnik polski nie był przyjechał do Francji, gdyby ta konwencja była pozostała zwykłym aktem urzędowym, przechowanym w archiwum kancelaryjnym i nigdy nie została wprowadzona w życie.

Ale jak wtedy dopiero można powiedzieć, co warta para butów, kiedy się je włoży na nogi, tak i o tej konwencji wtedy dopiero można powiedzieć, ile ona warta, kiedy się ją widziało w zastosowaniu. Od chwili zawarcia jej upłynęło z górą trzy lata, zatem obecnie możemy już coś nie coś powiedzieć, jak ona wygląda w praktyce. A mamy ciągle na myśli ten jeden jej punkt, a mianowicie, czy robotnik polski we Francji zarabia na równi z robotnikiem francuskim.

Otóż w praktyce mamy wrażenie, jakoby ten, tak ważny artykuł konwencji nie wszędzie znajdował poszanowanie ze strony pracodawców francuskich. Czytelnicy uważni spostrzegą z łatwością, że zazwyczaj ostrożni w naszych wyrażeniach, obecnie zaczynamy wyrażać się jeszcze

ostrożniej. Nie mówimy, że ten artykuł nie ma poszanowania, ale, iż my, to znaczy tutaj w redakcji *Polonii*, zdala od naszych robotników, mamy takie wrażenie, że tak się dzieje.

Ta ostrożność dyktowana jest wieloma względami.

Na ogół, na te kilkadziesiąt tysięcy robotników polskich we Francji, górników, robotników rolnych, oraz innych, jak tych, którzy zatrudnieni są przy odbudowywaniu departamentów północnych, zniszczonych wojną, stosunkowo mało mieliśmy zażaleń co do nierówności zapłaty w porównaniu z Francuzami. Trochę zażaleń od górników, kilka od robotników rolnych. Skądinąd wiemy, że takie zażalenia wpływają również do Biura dla Spraw wychodźczych przy ul. Poitiers w Paryżu.

Nie potrafimy narazie odpowiedzieć, dokąd wpłynęło więcej tych zażaleń, do *Polonii*, czy do Biura Emigracyjnego.

Biuro po otrzymaniu podobnego zażalenia może zarządzić ankietę, to jest wysłać urzędnika i sprawdzić, czy dane zażalenie jest istotnie uzasadnione, a w takim razie przekazuje sprawę francuskiemu ministerstwu pracy, tam robotnika broni, a pracodawca zmuszony jest zastosować się do tego, do czego jest w stosunku do robotnika zobowiązany. Nawiasem powiemy, że Biuro dla Spraw Wychodźczych, zredukowane w skandaliczny sposób przez delegata polskiego, ugina się pod nawałą pracy i coraz mniej jest w stanie wydołać opiece nad robotnikami.

Polonia po otrzymaniu podobnej skargi nie może uczynić nawet tego, co Biuro. Nie stać ją na to, aby swoim kosztem przeprowadzić ankietę czyli dochodzenie na miejscu (a nie stać ją z tego powodu, że popierana jest niewystarczająco przez robotników, którzy nie doceniają doniosłości prasy, i nawet nie zdają sobie w przybliżeniu sprawy z tego, czemu mogło być pismo absolutnie niezależne, jaką bronią w ręku wychodźstwa polskiego we Francji mogłaby być *Polonia*, popierana i czytana absolutnie przez całe wychodźstwo bez wyjątku).

Ogłosić takie zażalenie bez sprawdzenia? — Wszak zarzucenie pracodawcy (kopalni, fermierowi czy przedsiębiorcy), że łamie konwencję francusko-polską, to zarzut bardzo poważny. Bo tak, jak robotnik Poiak, który robi burdy i upija się, wyrządza niesłychaną szkodę całemu wychodźstwu i zasługuje na to, aby bez żadnej litości przepędzić go za dziesiątą górę, taki pracodawca francuski (kompanja, towarzystwo czy jednostka), który łamie konwencję i wyzyskuje robotnika polskiego, wyrządza nieobliczalną szkodę całej Francji, bo jego przykład wyzysku pochwyca w tej chwili wszyscy, uogólnia, i w oczach społeczeństwa polskiego (jak każde inne niezdolnego do sumiennej krytyki wypadków społecznych) taki niesumienny pracodawca za jednym zamachem zochoydzi całą Francję, Bogu ducha winna za jednego paskarza.

Jak można ogłosić listy z zażaleniami, gdzie są powiedziane ogólniki takie: «gdzieby ta Polak zarobił tyle, co Francuz!»

— Albo: ani połowy tyle nasz nie zarobi, co Francuz.

— Albo (z innego źródła): Francuzi są wściekli na Polaków, bo ci za niższą cenę pracują, i przez to im, t. j. Francuzom psują. (Przed wojną w Paryżu słyszało się często ten zarzut.)

— Albo: po co im (Polakom) płacić więcej, kiedy i tak wszystko przepięją w szynku.

Taką litanję mogliśmy snuć dalej bardzo długo.

Jak dotychczas, to podobne lamenty chowamy do archiwum i czekamy.

Czekamy na co?

Na jeden przynajmniej porządnie napisany list, gdzie za podpisami świadków Polaków i Francuzów będzie stwierdzone, że w takiej i takiej miejscowości robotnik Polak za taką samą robotę, co robotnik Francuz, przy takiej wypłacie (dokładna data), otrzymał zapłatę mniejszą, że podpisani świadkowie gotowi są stwierdzić przysięgą fakt.

Niech otrzymamy bodaj jeden taki wyraźny i jaskrawy przykład pogwałcenia konwencji, a wtedy potrafimy podnieść krzyk na całą Francję w naszym tkęście francuskim (robotnicy przekonają się wtedy, dlaczego jak pijani płotu trzymamy się tych paru stronnic tekstu francuskiego) i na całą Polskę. I ręczymy, że ten nasz krzyk dojdzie tam, gdzie potrzeba.

Póki takich dowodów niezbitych nie mamy, musimy siedzieć cicho.

Aż do wyraźnego stwierdzenia, że tak nie jest, musimy więc powtórzyć, że Art. 2-gi konwencji, stawiający za zasadę równouprawnienie w płacy między robotnikiem polskim a francuskim, zdaje się, nie wszędzie jest przestrzegany. Wypowiedzenie ogólne tej zasady w konwencji jest dosyć jasne. Punkty t. zw. zacząpczne, o «równej pracy» i o normowaniu płac według «wynagrodzenia normalnego, przyjętego w danej okolicy» mimo tej swojej «zaczepności» ostatecznie tylko przy wyraźnej zleń woli ze strony pracodawców, mogą być wyzyskiwane na ich korzyść.

Artykuł więc ten cały należałoby uważać za wystarczający i zadawalniający, gdyby...

Jak każde dzieło ludzkie, tak i ten artykuł konwencji ma swoje niedostatki i braki.

Powiemy o nich w następnym numerze.

(Ciąg dalszy nastąpi.)

Stowarzyszenia Robotnicze Polskie we Francji

(Uzupełnienie spisu, podanego w dawniejszych numerach *Polonii*.)

Roche-la-Molière (Loire)

(parafja Beaulieu.)

I.

Filja Związku R. P. we Francji.

Prezes: Wojciech Drzymała, Beaulieu nr. 45.
Zastępca: Franciszek Wroński, Beaulieu nr. 48.

Sekretarz: Jan Dopierała, Beaulieu nr. 78.
Zastępca: Andrzej Nowak (I), Bourgeat nr. 34.
Skarbnik: Andrzej Nowak (II), Bourgeat nr. 14.
Zastępca: Stanisław Nowicki, Bourgeat nr. 39.
Mąż zaufania: Jan Gidaszewski, Beaulieu 149.
Delegat do Komitetu: Stefan Jakubowski, Bourgeat nr. 4.

Rewizorowie kasy: Stanisław Piechocki, Bourgeat nr. 33, Walenty Chudy, Bourgeat nr. 28 i Piotr Woźny, Beaulieu 16.

Ilość członków: 110.

Zebrań odbywają się w każdą 2-gą niedzielę w miesiącu, o godz. 2-giej po południu w sali Bourgeat.

II.

Towarzystwo gimn. «Sokół» w Beaulieu.

Prezes: Stefan Rejer (ojciec), Beaulieu nr. 23.
Sekretarz: Jan Kubisiak, Beaulieu nr. 7.
Skarbnik: Michał Cymer, Beaulieu nr. 21.
Naczelnik: Kazimierz Muszyński, Beaulieu nr. 47.

Zastępca: Alexy Muszyński, Beaulieu nr. 50.
Delegat do Okręgu: Jan Gidaszewski, Beaulieu nr. 149.

Ilość członków: 57.

Zebrań odbywają się w każdą 4-tą niedzielę w miesiącu o godz. 4-tej po południu w sali Bourgeat.

III.

Koło śpiewu im. Mickiewicza «Głos z nad Loary» w Beaulieu.

Prezes: Andrzej Nowak (I), Bourgeat nr. 14.
Sekretarz: Pelagja Rejer, Beaulieu nr. 23.
Skarbnik: Michał Walczak, Bourgeat nr. 18.
Radni: Stanisław Chudy, Beaulieu nr. 18, Stefan Rejer (ojciec), Beaulieu nr. 23.

Koło liczy 23 członków i 16 członkiń.

Zebrań odbywają się w każdą 2-gą niedzielę w miesiącu o godz. 5-tej po południu w sali Bourgeat.

IV.

Koło amatorskie «Nadzieja» w Beaulieu.

Prezes: Jan Świtalski, Beaulieu nr. 40.
Sekretarz: Antoni Tabaka, Bourgeat nr. 17.
Skarbnik: Stanisław Rejer, Beaulieu nr. 24.
Reżyser: Stefan Rejer (ojciec), Beaulieu nr. 23.
Radni: Stefan Jakubowski, Bourgeat nr. 4, Pelagja Rejer, Beaulieu nr. 23.

Koło liczy 36 członków i 19 członkiń.
Zebrań odbywają się w każdą 1-szą niedzielę w miesiącu o godz. 2-giej po południu w sali Bourgeat.

V.

Miejscowy Komitet Towarzystw, obejmujący wszystkie poprzednie Stowarzyszenia w parafji Beaulieu.

Prezes: Jan Świtalski, Beaulieu nr. 40.

Sekretarz: Stefan Rejer (ojciec), Beaulieu nr. 23.

Skarbnik: Michał Cymer, Beaulieu nr. 21.

Kalendarz zebrań Towarzystw Polskich w Beaulieu.

W każdą 1-szą niedzielę w miesiącu Koło amatorskie o godz. 2 ej po południu.

W każdą 2-gą niedzielę w miesiącu Związek R. P. o godz. 2-iej po południu; Koło śpiewu o godz. 5-tej po południu.

W każdą 3-cią niedzielę w miesiącu Wolna Niedziela.

W każdą 4-tą niedzielę w miesiącu Tow. gimn. Sokół o godz. 4-tej.

Uwaga. Uprasza się Rodaków z parafji Beaulieu, aby zachowali sobie Kalendarz zebrań.

Komitet miejscowy.

Loos-en-Gobelle (Pas de-Calais).

Towarzystwo górnicze św. Barbary (tow. wzajemnej pomocy.)

Prezes: Rudolf Kubica.
Sekretarz: Franciszek Szczęśniak, Loos-en-Gobelle (P.-de-C.), Cité 108, rue Laine 88.
Skarbnik: Jakób Klarczyński.

Robotnicy polscy we Francji

Nieszczęśliwy wypadek w Loos-en-Gobelle (P.-de-C)

Piszą nam z Loos-en-Gobelle:

Wielkie wrażenie wywołał wśród całej kolonii polskiej nieszczęśliwy wypadek, jaki się wydarzył żonie górnikowi polskiemu, Józefowi Kubiakowi, Annie i jej małemu dziecku.

W d. 5 września Kubiakowa pastowała przed swym mieszkaniem jednoroczne dziecko. Najwidoczniej bawiła się nabojem karabinowym, który niewiadomo skąd dostał się jej do rąk. Nagle nastąpił wybuch, który okaleczył twarz matce i dziecku, i obojgu urwał po palcu u ręki.

Nieszczęśliwa i jej dzieckiem zajęły się sąsiadki Francuzki, a wkrótce przybył samochód z kompanji i odwiózł oboje do szpitala w Lens.

Powszechną zwróciło uwagę to, że sąsiadki Kubiakowej, Polki, utworzyły zaraz zbiegowski koło ofiary wypadku, ale najwidoczniej potraciły głowy, żadna się nią ni dzieckiem nie zajęła, żadna nie chciała towarzyszyć matce i dziecku do szpitala, pozostawiając to Francuzkom, które niemają były zgorżone takim jaskrawym przykładem najprostszej humanitarności wśród Polaków.

Wypadek powyższy powinien być przestrożą dla wszystkich, a zwłaszcza dla dzieci. Po tutejszych polach i ogrodach wala się jeszcze sporo różnych pocisków i nabojęw, i nieraz można widzieć nasze dzieci, które się nimi bawią. O wypadek nietrudno, jak dowodzi smutny fakt, który okaleczył Kubiakową i jej dziecko.

Z życia kolonii polskiej w Loos en-Gobelle.

Kolonja tutejsza liczy około 150 Polaków, pracujących na nowo otworzonym szybie nr. 15.

Ostatnio powstało tu Towarzystwo Górników św. Barbary. (Skład zarządu podajemy powyżej. Przyp. red.)

Nowemu Towarzystwu zasyła *Polonia* serdeczne życzenia rozwoju.

Strejk górników w Aniche.

W sprawie strejku w kopalni w Aniche, o czym donosiliśmy w obydwu ostatnich numerach *Polonii* (37 i 37 bis) dowiadujemy się obecnie ze źródła urzędowego, że wskutek polubownego porozumienia przedstawicieli kopalni z górnikami (zarówno polskimi jak francuskimi), do strejku nie doszło.

98 Ciągnięcie Miljonówki

z dnia 9 września

z koła wyszedł numer

467.669

na giełdzie warszawskiej: 1560—1590 mp.

Rząd polski w obronie Polaków prześladowanych w Niemczech

Wydział prasowy M. S. Z. komunikuje :

Delegat polski do Rady Ligi Narodów, prof. Askenazy, wręczył z polecenia p. ministra spraw zagranicznych w dniu 1 b. m. w Genewie następującą notę p. prezydentowi Rady Ligi Narodów :

Panie Prezydencie, Pozwalam sobie zwrócić uwagę Waszej Eksceleencji na niezmiernie ciężkie położenie mniejszości polskiej w Niemczech, a w szczególności na Górnym Śląsku.

Rząd Polski stwierdza, że usiłowania Prezydenta Calondera, przewodniczącego górnośląskiej Komisji Mieszanej i profesora Kaeckenbecka, przewodniczącego Trybunału Rozjemczego, mogłyby niewątpliwie przyczynić się do pacyfikacji G. Śląska i do zaprowadzenia w tym kraju stanu rzeczy, odpowiadającego wymaganom kultury oraz ideałom prawa i sprawiedliwości, reprezentowanym przez dwa powyższe wspomniane organy międzynarodowe.

Niestety, szlachetne usiłowania tych dwu mężów natrafiają na nieprzewidywane trudności wobec złej woli Niemców w stosunku do mniejszości polskiej na Górnym Śląsku.

Rząd Polski stwierdza, że wbrew uzasadnionej nadziei ludności, zamieszkującej część Górnego Śląska, przyznana decyzją Wielkich Mocarstw Republice niemieckiej, po objęciu tego kraju przez władze i policję niemiecką nie nastąpiła tak gorąco oczekiwana pacyfikacja. Ludność polska nie doznaje żadnej opieki od władz niemieckich, opieki, do której jednak rząd niemiecki uroczyście się zobowiązał na podstawie części trzeciej art. 64—158 konwencji polsko-niemieckiej, dotyczącej Górnego Śląska, podpisanej w Genewie d. 15 maja 1922 r. Niejednokrotnie nawet policja, Reichswehra i władze administracyjne niemieckie popierają burzycieli porządku publicznego, należących przeważnie do osławionego orgeschu — bądź to pasywnie odnosząc się do ich nadużyć, bądź też czynnie ich popierając.

Rząd Polski posiada dużą ilość dokumentów, w których protokólnie stwierdzone zostały nadużycia i gwałty, popełnione nad polską ludnością niemieckiej części Górnego Śląska. Ilość tych dokumentów, które dochodzą obecnie liczby przeszło 1000, mogłyby być znacznie większą wobec faktu, że liczba uchodźców, którzy schronili się przed prześladowaniami niemieckimi do polskiej części Górnego Śląska, dochodzi do 20.000 osób, nie licząc kobiet i dzieci. Większość jednak tych osób pragnęłaby powrócić do swych siedzib w chwili, kiedy to będzie możliwe. Nie chcą oni przez zeznania protokólnie zwrócić na siebie uwagi władz niemieckich, których mściwość niejednokrotnie mieli już sposobność na sobie odczuć.

Nota omawia dalej prześladowania polskich księży przez Niemców, poczem stwierdza, że masowe uchodźstwo prześladowanej ludności polskiej z niemieckiej do polskiej części Górnego Śląska nie ustaje. Usiłowania komisji mieszanej i organizacji polsko-niemieckich zmierzające do przeprowadzenia reemigracji do dawnych siedzib spełzły na niczem wobec niemożności i niechęci zapewnienia przez władze niemieckie bezpieczeństwa powracającym do swoich siedzib wygnańcom. Reemigranci ci spotykają się po wygrocie z takim traktowaniem przez miejscową ludność, a często także i przez władze miejscowe, że pozostawanie ich na miejscu stałego zamieszkania jest niemożliwe i muszą znów opuszczać swoje siedziby. Stan ten wywołuje poważne zmiany w stosunkach narodowościowych na G. Śląsku, które nie omieszkają odbić się w najwyższym stopniu na stosunkach gospodarczych. To też głosowanie, wyznaczone na dzień 3-go września nad autonomją dla G. Śląska, autonomją, którą rząd niemiecki w swoim czasie uroczyście obiecał przyznanej mu części tego kraju, okazuje się komedią wobec faktu, że ludność polska, steoryzowana i rozproszona, nie była w możności wypowiedzieć szczerze swojej woli.

Wobec powyższego Rząd Polski prosi Ligę Narodów, by zechciała w myśl przysługującego jej prawa opieki nad mniejszościami narodowymi na Górnym Śląsku wejść w stan rzeczy powyżej opisany i zechciała interweniować wobec Rządu Niemieckiego celem :

1) powstrzymania dalszych gwałtów nad ludnością polską na Górnym Śląsku;

2) umożliwienia wygnańcom polskim z niemieckiej części Górnego Śląska powrotu do ich siedzib, i zagwarantowania im bezpieczeństwa życia i mienia.

Nielepiej dzieje się w mniejszości polskiej w tych częściach Niemiec, gdzie znajdują się silniejsze skupienia ludności polskiej, a w szczególności w Prusach Wschodnich.

Po ukończeniu plebiscytu w Prusach Wschodnich (Warmja i Mazury) w roku 1920 — Rząd Niemiecki przez wszystkie swoje organa jak również przez wrogie nastrajanie Niemców względem Polaków — wszczął systematyczne prześladowanie polskiej mniejszości, w czem widać z jednej strony zemstę za to, że mniejszość śmiała za Polską głosować, z drugiej strony system, dążący do wyrugowania żywiołu polskiego, od prawików tu osiadłego, z Prus Wschodnich do Polski.

Żeby się nie wdawać w wyliczanie olbrzymiej ilości nadużyć prześladowań Polaków w Prusach Wschodnich, zacytujemy tylko jedną cyfrę sumaryczną wiele mówiącą : Oto na skutek sztykan niemieckich wszelkiego rodzaju dokuczliwości, wymawiania sum hypotecznych przez banki niemieckie, nieprawne opodatkowanie opłata i t. p. Polacy byli zmuszeni do sprzedawania ziemi i uciekania do Polski w takiej masie, że od 1 lipca r. z. t. j. od chwili zakończenia plebiscytu do dnia dzisiejszego, około 40.000 morgów ziem polskiej przeszło w ręce niemieckie, a ludność, ogółem, bo opłaty i podatki zabierały jej lwia część sum otrzymanych musiała emigrować do Polski. — Ponadto uchodźcy ci byli ograbieni ze znacznej części sum, uzyskanych ze sprzedaży ich mienia, pod postacią rozmaitych opłat i podatków.

Opinia europejska zadowolnia się obecnością konstytucji Rzeszy art. 113, a w konstytucji Prus art. 73, które jednakże w sposób bardzo niejasny, wykrętny i relatywny postanawiają, że władze niemieckie nie powinny krępować swobodnego używania języka w szkole i w wypełnianiu praw obywatelskich.

Ale nawet to prawo tak ograniczone pozostaje jedynie martwą literą. W całych Niemczech niema ani jednej szkoły polskiej.

Rodzice dziecka, które chce pobierać lekcje języka polskiego w szkole niemieckiej, są obowiązani wyrazić co do tego swą wolę na piśmie. Ale jeżeli ktoś, co podpisał tego rodzaju podanie, jest urzędnikiem państwowym, a nawet prywatnym, zostaje zwolniony ze służby, jeżeli jest dłużnikiem hypotecznym jego wierzyciel — niemiec, żąda od niego zwrotu sumy w najkrótszym przeciągu czasu; jeżeli jest kupcem, zostaje zbojkotowany, a często nawet mieszkania tego rodzaju petentów polskich bywają demolowane.

Na skutek powyższych represji conajmniej 50 procent rodziców polskich nie śmie wypowiedzieć się za nauczaniem w języku polskim. Jeżeli nawet udaje się w jakiej gminie doprowadzić do wykładów języka polskiego, wyklada go nauczyciel niemiec, który prawie wcale nie włada tym językiem. Wreszcie godziny wykładów są wyznaczone w ten sposób, że w praktyce nauka języka polskiego jest niemożliwą.

Germanizacja za pośrednictwem kościoła odbywa się też w sposób systematyczny i ludność polska pozbawiona jest kazań i spowiedzi w języku polskim.

Wobec wyluszczonej powyżej sytuacji, mam zaszczyt prosić Waszą Ekscelencję, aby zechciała zwrócić uwagę Rady Ligi Narodów na konieczność stworzenia dla mniejszości polskich w Niemczech gwarancji, dostatecznych dla zabezpieczenia obywatelom niemieckim, używającym języka polskiego, ich życia i mienia i dania im możności swobodnego rozwoju narodowego.

Racz przyjąć, Panie Prezydencie, wyrazy głębokiego poważania.

Minister spraw zagranicznych.

(—) Narutowicz.

Przyjezdnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestiach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych i konsularnych. Można zgłaszać się codziennie między godziną 5 a 6 po południu.

XXII-ta Lista Górników przybyłych z Polski

Wszyscy wymienieni poniżej górnicy przybyli bez rodzin i zostali przydzieleni :

Do kopalni w Blanzey (Saône et Loire)
w dniu 23 sierpnia.

Józef Labusz, Feliks Wójcik, Franciszek Kallicki, Piotr Miklas.

Do kopalni w Courrières (Pas-de-Calais)
w dniu 30 sierpnia.

Józef Graczyk, Karol Adameczyk, Walenty Andrzejewski, Jan Byczek, Augustyn Firlej, Walenty Gawron, Franciszek Graj, Stanisław Kasperski, Franciszek Knop, Jan Koralewski, Andrzej Młynek, Józef Nadolny, Andrzej Polus, Walenty Szoka, Stanisław Światała, Andrzej Zając, Franciszek Daleki, Antoni Gaszyk, Walenty Grobelny, Leon Hetmaniak, Jan Jankowski, Stefan Kaczmarek, Józef Kałużny, Piotr Kieroński, Wincenty Kęsy, Julian Koch, Jan Kondrys, Stanisław Kowalski, Jan Kudfacik, Franciszek Krześniowski, Franciszek Lewandowski, Marjan Mirkiewicz, Gabrjel Musioł, Marcin Skowroński, Stanisław Stolarczyk, Franciszek Studziński, Jan Targowski, Stanisław Tomczyk, Stanisław Tomaszewski, Andrzej Walkowiak, Walenty Wojciechowski, Franciszek Zastawnik.

Do kopalni w Carmaux (Tarn)
w dniu 22 sierpnia.

(Wszyscy górnicy przybyli z rodzinami.)
Józef Tarkiewicz, Piotr Trybus, Franciszek Szymuntka, Józef Łysak, Łukasz Kowalski, Jan Kallicki, Józef Grzesiak, Jan Gawlik, Antoni Błaton, Karol Dulawa.

Do kopalni w Anzin (Nord)
w dniu 30 sierpnia.

Florjan Wierzbka (z rodziną).

Do kopalni w Ostricourt (Pas-de-Calais)
w dniu 23 sierpnia.

Jan Gruszkiewicz, Józef Borowiak, Władysław Gombicki, Walenty Grygiel, Marcin Judek, Andrzej Grzelczyk, Antoni Konieczny, Marcin Kozłowski, Walenty Kowalski, Andrzej Lulaszczyk, Józef Matysiak, Antoni Ratajski, Michał Szymczak, Marcin Wawrzyniak, Ludwik Zak, Franciszek Zuchowski, Józef Bugaj, Franciszek Cecha, Władysław Cemel, Józef Czechowski, Wawrzyniec Dziubatek, Leonard Gajdowski, Józef Gorzkowski, Maksymilian Grzyb, Ignacy Kajm, Andrzej Majcherek, Jan Majewski, Józef Pawłowski, Józef Przybylski, Ludwik Robakowski, Marcin Skoladrzy, Józef Skorupa, Marcin Światała, Piotr Szmatała, Władysław Roszak, Jan Wicikowski, Jan Zawisła, Leon Witkowski, Augustyn Zemla, Józef Dubiel, Antoni Dudziak, Józef Genderka, Paweł Koziołek, Walenty Kozub, Józef Kubiak, Tomasz Kucharski, Bartłomiej Nowak, Stanisław Paszkowski, Teodor Rychter, Stanisław Wawrzyniak, Antoni Walczak, Władysław Winnicki, Michał Zieliński, Stanisław Berdak, Tomasz Bruder, Józef Bocho, Franciszek Filipiak, Jan Gil, Józef Grabski, Stanisław Grupa, Antoni Januszek, Stefan Jenda, Wawrzyniec Kalita, Piotr Kosna, Andrzej Kusian, Marcin Ławniczak, Teofil Liszka, Ludwik Machała, Franciszek Maćkowiak, Franciszek Majdecki, Alfons Maleska, Wojciech Mikołajczak, Michał Pankratjew, Michał Pontkowski, Sylwester Pernak, Ludwik Ratajczak, Ignacy Szkudlarek.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

postadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 450 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały w Polsce: Warszawa (3 oddz. miejsk.), Baranowice, Biała podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chelm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Kielce, Końskie, Korzec, Kowel, Kraków, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lublin, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Łuniniec, Międzyrzec, Nałęczów, Ojów, Olkusz, Ostróg, Porew, Pińsk, Podwołoczyska, Pułtusk, Radom, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlec, Skarżysko, Słonim, Sokołów, Stanisławów, Stołpce, Suwałki, Węgrów, Wilno, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zdobunów. — Filje w Brukseli, Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat: Poznań, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kutno, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach.

BANK opocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Francuska misja handlowa w Polsce.

W wywiadzie, udzielonym współpracownikowi «Agencji Wschodniej», prezes misji handlowej francuskiej oświadczył:

«Przyjechalibyśmy tutaj celem nawiązania kontaktu, któryby dał w najbliższej przyszłości realne rezultaty. Chcemy nawiązać bezpośredni kontakt z reprezentantami waszego przemysłu i handlu. Wskażcie nam wasz plan działania, niech wasi reprezentanci porozumieją się szczerze z naszymi przedstawicielami, nie jako ludzie znajomi, lecz jako dwaj businessmeni. Duże trudności napotyka się jeszcze w nawiązaniu stałego kontaktu handlowego między naszymi krajami, trudności rozmaitego rodzaju, a więc na przykład główne z nich: kwestja transportowa, kwestja kredytu i kwestja opłat celnych.

Wszystkie te sprawy przy dobrych chęciach dwóch stron — mam wrażenie — w szybkim tempie dadzą się pomyślnie załatwić. Eksportujcie więcej, będziecie mieli większy kredyt. Dajcie nam listę towarów, które chcecie eksportować i które chcecie importować. Wszystkie wasze projekty będą szczegółowo rozważone przez nas.

Co do mnie, to jestem tylko reprezentantem rządu francuskiego, jemu też zdam sprawozdanie z mojej podróży. Widzę z przyjemnością, że wszystkie czynniki rządowe polskie czynią wielkie ułatwienia, aby przyjazd nasz dał pozytywne i realne wyniki. Jestem im za to bardzo wdzięczny».

Zapytany o tranzyt przez Polskę, odpowiedział, że, gdy otrzyma konkretny projekt, rozważy go szczegółowo. Jest to, w każdym bądź razie, bardzo ważna kwestja dla obu stron. «Sam nie jestem — oświadczył — businessmanem, ale jestem ekonomistą. Kupcy polscy będą rozmawiali z moimi kolegami. Będąc wysłannikiem rządu, reprezentuję całą Francję, pragnącą jak najprędzej zacieśnić stosunki handlowe z Polską».

Wycieczka studentów francuskich do Polski.

Dnia 6 b. m. przybyła do Polski grupa 17 studentów i profesorów francuskich z Paryża. Sympatyczni goście zabawią po kilka dni w Warszawie i w Poznaniu, gdzie wygłoszą szereg odczytów. Następnie delegacja wszechniczy paryskiej zwiedzi Lwów i Kraków, Wycieczka młodzieży francuskiej do Polski przyczyni się niewątpliwie do zacieśnienia serdecznych węzłów przyjaźni, łączącej oba narody.

Gość z Jugosławji w Warszawie.

Do Warszawy przyjechał znany poeta słowiański i profesor uniwersytetu w Lublanie, dr. Vojslav Molé. Gość z Jugosławji, który zabawi przez kilka dni w stolicy, jest prezesem lublańskiego Tow. przyjaciół Polski i przetłumaczył na język słowiański szereg utworów Mickiewicza, Słowackiego, Kasprowicza i w. i. n. Ostatniem

tłumaczeniem dra Molé jest «Zemsta» Fredry, która odegrana będzie w bieżącym sezonie w teatrze państwowym w Lublanie.

Podejrzanе wieści o rozruchach śląskich.

Środowy Temps w rubryce p. t. «W Niemczech» podaje wiadomości, ogłoszone przez Berliner Tageblatt o rozruchach w Hucie Bismarka, między Katowicami a Hutą Królewską, a więc na polskim Śląsku.

Rozruchy miały przybrać charakter bardzo ostry, a były wywołane jakoby tem, że górnikom zapowiedziano wypłatę w polskich markach, co górnicy uważali za chęć oszukania ich ze strony kopalni. Według tych wiadomości, górnicy zaprzestali pracę około godz. 2-ej po południu i w liczbie 6-8000 zgromadzili się przed mieszkaniem gen. dyrektora kopalni Kallenborna, którego miano następnie wywlec z mieszkaniem i tak mocno poturbować, że go odstawiono do infirmerji kopalni.

Oddział policji, który o godz. 4 i pół miał nadejść, rozbrojono. Na to przybył oddział wojska, ustawił mitralję na Placu Targowym, a kiedy z sąsiedniego ogrodu rzucono kamieniami, wojsko miało dać ognia. Padło trupem 8 górników i jeden policjant, rannych mnóstwo. O godz. 8-ej wzmocniono policję, która rozprządziła pozamykanie okien i drzwi po domach. W kopalni mają ogłosić stan obłężenia.

W Hucie Królewskiej porządek nie został zakłócony. Wojewoda katowicki zażądał zmniejszenia o ile możliwości policji, aby nie prowokować ludności.

Po tych już silnie fantastycznych wiadomościach następują jeszcze fantastyczniejsze.

Bo oto depesza z Katowic (od kogo i do kogo? Przyp. red.) donosi, że władze lokalne (a więc polskie. — Przyp. red.) zażądały od rządu niemieckiego ustanowienia w Katowicach i okolicy nadzwyczajnych trybunałów. Kto zostanie złapany na gorącym uczynku złodziejstwa, grabieży czy podpalania, czeka go kara śmierci w ciągu doby.

W całym okręgu katowickim ogłoszono «wzmocniony stan obłężenia».

Nadeszłe właśnie pisma krajowe, potwierdzają, iż, niestety, przyszło na Śląsku do poważnych rozruchów.

W numerze środowym podamy szczegółowo sprawozdanie z tych smutnych wypadków.

Zbiory i zasiewy w Polsce.

Główny Urząd Statystyczny komunikuje następujące dane o stanie zasiewów i o zbiorach:

Miesiąc sierpień odznaczył się naogół dużą ilością opadów, które narazie znaczniejszych szkód, pozostającym jeszcze w polu, gryce, prosu itp. oraz okopowym nie wyrządziły, przeszkadzając tylko i opóźniając sprzęt ziób. Jakże straty wynikły dla uprzatnietego zboża z powodu nadmiaru wilgoci, ustalić jeszcze jest niemożliwe. Przypuszczalny przeciętny zbiór oko-

powych i niektórych innych ziemiopłodów w końcu m. sierpnia dla całej Polski, przedstawiał się w centnarach metrycznych (= 100 kg.) z hektara (= 1,8 morgi polskiej, 4 morgi magdeburskie, 0,9 dziesięciny) jak następuje: Ziemiaki 131,2, buraki cukrowe 229,7, proso 11,0, gryka 8,4, groch 9,5, len nasienie 5,4, włókno 5,3, konopie nasienie 6,7, włókno 6,7.

Stan łąk i pastwisk dzięki deszczom poprawił się znacznie i wynosił w stopniach klasyfikacyjnych (5 — stan wyborowy, 4 dobry, 3 — średni, 2 — mierny, 1 — zły).

Dla całej Polski:

W końcu sierpnia: Łąki 3,3, pastwiska 3,0.

W końcu lipca: Łąki 2,9, pastwiska 2,4.

Biorąc pod uwagę powierzchnie zasiane, można obliczać przypuszczalny zbiór w przybliżeniu:

Ziemiaków około 28 milionów tonn, co stanowi 167 proc. zbioru 1921 roku i buraków cukrowych około 2 i pół miljona tonn, co stanowi 218 proc. zbioru 1921 roku.

Chata z przed 4.000 lat.

W ziemie b. r. — jak donosi «Gaz. Poranna» — zawiadomił p. Wł. Żych, słuchacz Iwowskiej Politechniki, profesora archeologii Uniwersytetu Iwowskiego dra Leona Kozłowskiego o odkryciu przez siebie osady przedhistorycznej na górze w Buczaczu, zwanej Fedor. Z ofiarowanych równocześnie wykopalisk stwierdzono, że osada ta należy do kultury ceramiki malowanej, która przypada u nas na pogranicze czasów epoki neolitycznej i brązowej. Kultura ta, rozpowszechniona w dzisiejszej wschodniej Małopolsce, krajach naddunajskich i na Ukrainie, budziła zawsze wśród uczonych duże zainteresowanie. Mimo jednak odkrytego już dość dużego materiału wykopaliskowego (z Bileza Złotego, Koszylowic, z Popudu i td.) nie znano jeszcze typu mieszkania tej epoki, ani panujących w niej zwyczajów grzebalnych.

Na zaproszenie p. Życha pojechali do Buczacza w połowie sierpnia br. prof. dr L. Kozłowski i asystent jego p. W. Stojanowski. Niespełna dwutygodniowe prace dały wspaniałe rezultaty. Odkryto wiele wyrobów ceramicznych, oryginalnie malowanych, narzędzia krzemienne i kościane, siekiery kamienne, charakterystyczne figurki ludzkie, żarna. Znaleziono nawet dość dobrze zachowaną pszenicę i proso. Stwierdzono też ślady brązu.

Najważniejszą zdobyczą jest jednak odkrycie chaty. Chata owa z kultury ceramiki malowanej podobna jest do dzisiejszej chaty podolskiej. Jednoizbowa, wkopana była na 1 metr w ziemię. Ściany, ustawione w czworokąt, zrobione były z gliny i drzewa. Chatę przykrywała powłoka, opierająca się na słupie, ustawionym w środku budowli. W kącie wznosił się kamienny piec na 2 m. długi i 2 m. szeroki. Obok chaty znajdowały się niewielkie doły na odpadki.

Wykopaliska buczańskie rozwiązują zatem ostatecznie nader ciekawy problem osadowy kultury ceramiki malowanej.

CO SIĘ DZIEJE WE FRANCJI

+ Pomnik Rozejmu.

W lasku Compiègne Francuzi budują « Pomnik Rozejmu », który będzie odsłonięty 11 listopada b. r.

Twórcy tego pomnika pragnąc pociągnąć choć w drobnej części też i Polskę do ufundowania tego dzieła, zwrócili się przez p. Binet-Valmera, Prezesa Ligi Szełów Sekcji i Starych Żołnierzy z następującym pismem do Zjednoczenia Polskich Stowarzyszeń w Polsce.

« Posel Polski w Paryżu, p. Maurycy Zamoycki, który zgodził się wejść w skład Komitetu Honorowego budowy « Pomnika Rozejmu », mającego być odsłoniętym w lasku Compiègne 11 listopada 1922 r., wskazał mi Zjednoczenie Polskich Stowarzyszeń i wpływ, jakim się ono cieszy w wielu wielkich Stowarzyszeniach Narodu zaprzyjaźnionego, Narodu który nam jest najdroższym.

Zwracam szczególną uwagę na napis, który będzie wyrity na mającym stanąć pomniku między dwoma torami kolejowymi, na których zatrzymały się pociągi Marszałka Focha i pełnomocników niemieckich.

Życzeniem naszym śpiewać Hosanna z powodu zwycięstwa wolnych narodów. Tę wolność i Wyście zdobyli przez Wasze męczeństwo, Waszą krew, którą widziałem własnymi oczami zmieszana z naszą.

Nie wątpię, że społeczeństwo Wasze zechce wziąć żywy udział w tej sprawie przez wielką ilość podpisów i drobne datki. Niech nie zapominają, że w krypcie tego pomnika spocznie dokument, który nosić będzie listę tych wszystkich, którzy dowiodą, że nie wygasła w nich pamięć wielkiego dnia naszego wspólnego tryumfu.

Liczę absolutnie na Waszą solidarność i proszę wierzyć, że starzy żołnierze-francuzi mają oczy zwrócone w stronę Waszej Ojczyzny, mają zaufanie i Was kochają. Wiercie w ich przywiązanie ».

Prezes Ligi Szełów Sekcji i Starych Żołnierzy.
(—) Binet-Valmer

P. S. : Napis na pomniku w lasku Compiègne brzmieć będzie :

Tu
11 listopada 1918 roku
skruszoną została
zbrodnicza pycha
Cesarstwa Niemieckiego
zwycięzonego
przez Wolne Narody
którym chciała narzucić swe jarzmo.

+ Kongres górników francuskich w Angers.

Od kilku dni odbywa się w Angers kongres narodowy «pracowników podziemia» z udziałem delegacji górników belgijskich. Na posiedzeniu wtorkowym omawiano kwestję emerytur górników, a mianowicie wyrażono żądanie: nowych praw dla wdów po górnikach, poprawę rent w razie niezdolności do pracy, podwyżki emerytury dla górników do 2000 fr. po 30 latach pracy w kopalni i po doświadczeniu do 55 roku życia.

Tego samego dnia kongres wyraził żądanie, aby dla ofiar nieszczęśliwych wypadków, których niezdolność do pracy sięga 30 %, podniesiono rentę. W dalszym ciągu wyrażono życzenie, aby rząd zmniejszył podatki od artykułów żywności i pierwszej potrzeby, oraz zniósł podatki od zarobków, wynoszących mniej niż 10 tysięcy fr. rocznie.

ZE ŚWIATA

— Taryfy na kolejach niemieckich.

Na radzie kolejowej minister kolei oznajmił, że nastąpi podwyższenie taryfy osobowej na kolejach niemieckich z dniem 1 października oraz drugie podwyższenie z dniem 1 grudnia.

— Po głosowaniu na Śląsku Opolskim. Patriotyzm mimo ucisku.

Ludność polska poszła do urny pod naciskiem terroru niemieckiego. Grożono jej bowiem w okręgach przemysłowych wydalaniem z pracy, a w okręgach wiejskich wydalaniem z kraju lub większymi podatkami. W Zabrze wielu robotników polskich poszło do urny pod

przymusem i oddało obie karki to jest za prowincję pruską i za autonomiją.

Potwierdza tę wiadomość « Oberschlesischer Wanderer », który w sprawie głosowania w Zabrze donosi, że w powiecie Zabrzskim oddano 725 głosów nieważnych. Nieważność polegała na tem, że oddano równocześnie obie kartki, lub na kartkach umieszczono różne dopiski. Przybyli z tamtej strony opowiadają, że n. p. w powiecie Zabrzskim znalazł się na kartce taki dopisek:

— « Cały Górny Śląsk ma należeć do Polski », albo :

— « Oberschlesien gehört zu Polen, Preussen soll der Teufel holen ».

lub :

— « Wenn die Orgesch noch bei mir, kann ich frei wählen hier ».

W Gliwickim powiecie ktoś mimo ucisku z dobył się na taki odważny dopisek :

— « Polską jest i ta część Śląska, precz Germanjo stąd pierońska ».

a w Raciborskim, gdzie mieszka ksiądz Ulitzka, który najpierw popierał samorząd, a potem « nawrócił się » na stronę pruską, oddano kartkę z takim dopiskiem :

— « Polska słowa dotrzymała, samorząd Śląskowi dała. Niemcy nas znów oklamali Bóg ich karać będzie dalej ».

zaś w powiecie opolskim oddano kartkę z dopiskiem :

— « My do Polski należymy, o Polsce nie zapomnimy ».

Te proste, a tak wymowne słowa najlepiej świadczą o tem, jaki duch żyje na Śląsku Opolskim. Duch ten też, mimo 90 proc. głosów za Prusami (bardzo wątpliwych, gdyż do Komisji Wyborczej należeli tylko zwolennicy Prus) zwyciężył pod jednym warunkiem, mianowicie że i Polska nie zapomni o Polakach na Śląsku Opolskim.

— Wynik plebiscytu na G. Śląsku niemieckim.

Według dotychczasowych wyników plebiscytu oddano 513.760 głosów za pozostaniem prowincji górnośląskiej przy Prusach, a 50.528 głosów za autonomiją Górnego Śląska. Ogólny udział w głosowaniu 73 proc.

— Pobyt Joffego w Chinach.

Przyjazd Joffego do Pekinu wzbudził wśród państw zainteresowanych w sprawach chińskich podejrzenie, iż jest to próba ze strony Rosji podjudzenia Chin przeciw państwom europejskim. Wizyta Joffego w Pekinie sprawiła demarche całego akredytowanego korpusu dyplomatycznego. — Demarche wywołany został sprawą pozostawienia czerwonej armji rosyjskiej w Mongolji. Z tego powodu Joffe ogłosił komunikat, w którym wyjaśnia, że wyjechał do Pekinu nie dla specjalnych celów lub zawarcia traktatów, lecz dla podtrzymania przyjaźielskich stosunków między Rosją a Chinami. Wprowadzając zaś wojska swe do Urgi, Rosja wyłącznie pragnęła zlikwidować w Mongolji bandy Ungerny. Jeżeli po likwidacji wojska rosyjskie pozostałyby w Mongolji, to tylko na skutek prośb władz mongolskich i dla ochrony obywateli mongolskich przed napadami band.

— Kryzys w czeskim przemyśle szklanym.

Związek właścicieli fabryk szkła ogłasza, że z powodu zwyżki kursu korony czeskiej, praca w fabrykach szkła będzie ograniczona. Liczba bezrobotnych, wynosząca obecnie 4000, podwoi się, a poza tem 7000 robotników będzie pracowało tylko kilka dni w tygodniu.

ROZMAITOŚCI

Kara śmierci.

(Śmierć głodowa. — Otwarcie żył. — Śmierć na krzyżu. — Śmierć na stosie. — Powieszenie. — Ścięcie. — Śmierć wskutek prądu elektrycznego).

Czasy przedhistoryczne, o ile wiedza ludzka tam sięga, nie znaly kary przez pozbawienie życia. Nie znaly również samobójstwa. Późniejsze, wprawdzie jeszcze na polu mistyczne, znaly tylko samobójstwo. Potem przez powien czas łączono wyrok śmierci, a raczej jego egzekucję z samobójstwem, do którego skazańca skłaniano. Tak zginął, napiwszy się cykuty, Sokrates. W podobny sposób zginęło (później) wielu Rzymian,

rzadziej przez truciznę, częściej przez otwarcie sobie żył.

W innych krajach kaźniono wówczas skazańców inaczej : bądź na krzyżu, bądź śmiercią głodową w lochu, bądź przez chłostę do utraty życia lub wreszcie przez pożarcie przez dzikie zwierzęta.

Z tych rodzajów śmierci żaden nie zabija od razu. Sokrates, o ile wierzyć Platonowi, umierał 7 do 9 minut i w ostatnich minutach kazał sobie zakryć twarz, gdyż chwyciły go boleści, które starał się ukryć.

Otwarcie żył jest śmiercią prawie bezbolesną, ale w pełni przytomności. Trwa ono (zależnie od stopnia otwarcia i temperatury ośrodka) pół do 2 godzin. Jedyną oznaką lodowatego technienia zbliżającej się śmierci jest wzmagające się z momentu na moment osłabienie. W ostatnich chwilach słabną niektóre zmysły, jak wzrok, ale przytomność zachowuje się prawie do ostatniego uderzenia serca.

Śmierć na krzyżu, o ile umyślnie nie skracano mąk ofiary, trwała, jak i późniejsza na palu, kilka do kilkadziesiątu godzin. Była to oczywiście śmierć połączona z torturą. Torturą również było « zasmaganie », a czemś nieco różnym głodowa śmierć w lochu. Jeżeli, jak to się zwykle zdarzało, skazańcowi przed zamurowaniem zostawiano chleb i wodę, to w dzień — dwa wypijał on tylko wodę, a chleba częstokroć nie tykał. Umierał różnie, zależnie od odporności, 5 do 50 dni. Kościotrupów takich skazańców z pustym dzbankiem i skamieniałym bochenkiem chleba widywano już sporo.

Wieki średnie i nowożytne, prócz ostatniego stulecia, żyły pod znakiem tortur. Takie były kary trybunałów i sądów, gdyż egzekucje wyroków, wydawanych przez poszczególnych możnowładców, odbywały się nieraz przez powieszenie, pal, a od w. XV—XVI przez rozstrzelanie. Jak długo trwała śmierć na stosie? Oweczśni świadkowie piszą, że od 3 do 7 minut; była to jednak śmierć w najokropniejszych męczarniach. Zwęglony trup skazanka malał zwykle do wielkości kilkuletniego dziecka.

Śmierć przez powieszenie, podobno nie najstraszniejsza, trwa zwykle niecałą minutę. Rozstrzelanie (o ile nie jest to sowieckie « zastrielenije ») wywołuje śmierć prawie momentalnie, a w każdym razie nie trwającą (naogół) dłużej niż 2 do 3 sekund. Ścięcie, które zgładziło ze świata tyle wybitnych jednostek rodzin panujących, jest podobno najkrótszym umieraniem. Kat toporem robi to w 1 do 2 sekund, gilotyna zaś w jednej dziesiątej do jednej czwartej sekundy.

Ostatnio w Ameryce (przed wojną) wprowadzono trawienie za pomocą silnego prądu elektrycznego. Śmierć następuje przez porażenie prądem elektrycznym i trwa wówczas 2—1 sekund.

Wiadomości Telegraficzne

Agence « Telegraphique de l'Est » Ajencia. Telegraficzna Wschodnia, 8, avenue Montaigne.

● Naczelnik Państwa w Rumunji.

Urzędowy dziennik rumuński donosi, że Marszałek Piłsudski został przyjęty w Sinaja, letniej rezydencji królów rumuńskich z królewskimi honorami.

● Podróż generała Sikorskiego.

Prasa polska podkreśla doniosłość podróży gen. Sikorskiego do Francji, zwłaszcza dla armji polskiej.

● Apropowizacja Górnego Śląska.

Rząd polski wyznaczył 4 miljardy mkp na apropowizację Górnego Śląska.

● Wystawa rolnicza w Polsce.

Ministerstwo rolnictwa postanowiło urządzać w Polsce międzynarodową wystawę rolniczą w r. 1923. Wystawa obejmie wszystkie gałęzi rolnictwa i przemysłu rolniczego, a wezmą w niej udział rządu, firmy prywatne i kooperatywy.

● Zwyżka marki polskiej.

Zniżka walorów zagranicznych na giełdzie warszawskiej trwa dalej.

● Koniec strejku pocztowców.

Strejk pocztowców w Warszawie zakończył się dzięki porozumieniu syndykatu pocztowców z rządem.

Dla tych, którzy już umieją trochę po francusku...

Dla takich polecamy podręcznik Języka Polskiego dla Francuzów, wydany przez Szkołę Bagnolską w Paryżu.

Mimo, że przeznaczony jest on dla Francuzów, którzy chcą się nauczyć po polsku, i napisany jest po francusku, jednak jest bardzo pożytecznym dopełnieniem i dla Polaków w znajomości języka francuskiego.

Do nabycia w księgarni «Polonii» po cenie 4 fr. 50.

KRONIKA

◀ Czegośmy się dowiedzieli w Gen. Konsulacie polskim w Paryżu.

W nr. 36 bis «Polonii» umieściliśmy «Małe zażalenie do Gen. Konsulatu polskiego w Paryżu» w sprawie dokumentów wydawanych robotnikom polskim z Westfalii przez konsulata polski w Essen.

Dla wyjaśnienia sprawy udaliśmy się osobiście do konsulatu paryskiego, gdzie oświadczone, co następuje:

T. zw. Zaświadczenia wydawane przez konsulata polski w Essen nie są niczem innym, jak zwykłym poświadczeniem, że wymieniony w dokumencie p. X., dotychczas poddany niemiecki, optuje za przynależnością polską, t. j. stara się o obywatelstwo polskie.

Przybita przez władze francuskie na odwrotnej stronie pieczętka francuska powiada, że właściciel tego dokumentu winien się bezzwłocznie po przybyciu do Francji postarać o regularny paszport polski.

Oświadczone nam również, że o ile władze francuskie za temi «zaświadczeniami» wpuszczają robotników polskich, to z ich strony bardzo pięknie, ale że czegoś podobnego nie można się spodziewać od Niemców, ze strony których robotnicy polscy, wracający z tymi dokumentami do Polski, bez właściwych paszportów, mogą być narażeni na wielkie szkody i nieprzyjemności.

Tak więc, jak przewidywaliśmy w owej notatce, Gen. Konsulat polski w Paryżu usprawiedliwił się, przytoczywszy w dodatku za przykład swych ustępstw dla robotników polskich znizanie taryfy za wizy paszportowe bardzo często do 25 fr. zamiast 200 czy 300 fr.

W artykule, omawiającym konwencję francusko-polską, nasz współpracownik K. Mir omówił obszerniej tę kwestję i dochodzi do wniosku, że jednak tę sprawę wypadałoby raz na zawsze szczegółowo uregulować.

Zgadżamy się z nim w tej mierze i powiadamy: może konsulaty polskie w Paryżu czy w Essen mają słuszość z punktu widzenia biurokratycznego, t. j. fachowego, niemniej stwierdzić należy, że nie widzimy z ich strony «inicjatywy», aby robotnikom polskim poczynie wszelkie możliwe ułatwienia, które zapowiada konwencja francusko-polska.

Skądinąd wiemy, że zanim robotnik polski dostanie wreszcie paszport, odbywa się istna wędrówka papierów z ulicy Godot Mauroy na ulicę Poitiers i z powrotem, i jeszcze raz z powrotem, a tymczasem robotnik czeka i czeka.

Może to ze względów biurokratycznych jest wskazane, choć nam się wydaje inaczej, bo biuro na ulicy Poitiers po jego skandalicznym zredukowaniu jest przeciążone pracą.

W rezultacie, ponieważ nasze władze konsularne zagraniczne nie mogą wyzbyć się balastu maszyny biurokratycznej, jest rzeczą naszych władz centralnych, aby w tym duchu zdobyły się na trochę inicjatywy w myśl owych szumnie w konwencji o robotnikach zapowiedzianych «ulawiach administracyjnych».

Czy do tego kiedykolwiek przyjdzie, nie wiemy.

◀ Humorystyczna propaganda.

Jakowyś komitet organizacji «lokalnej» związków zawodowych w St. Etienne postanowił rozciągnąć swą propagandę i na robotników polskich w departamencie Loiry. W tym celu agent owej «lokalnej organizacji» zjawił się w początkach miesiąca w osadzie Beaulieu, kazał sobie wskazać dom górnika polskiego, a korzystając z nieobecności gospodarza, namówił jego dzieci do kolportowania odezwy swej organizacji po domach polskich.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32 (Nord-Sud St. Georges)

wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystryczne.

Przyjmuje od 9—12 i od 3—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.

Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

Zawiera ona szereg bardzo oklepanych ogólników i z tego względu nie zasługuje na uwagę. Interesującym jest natomiast język, w jakim ta odezwa została wydrukowana. Po bliższym przyjrzeniu się widzimy, że ma to być język polski.

Odezwę tę nadesłano nam przez górnika polskiego z Beaulieu, drukujemy ze wszystkimi błędami, jako curiosum.

Fakt, że o autorstwo tej odezwy posądzono Z. R. P. we Francji, jest również humorystyczny, jak i sama odezwa. Drukujemy ją zamiast «Kawka Humorystycznego».

Oto dosłowny tekst tej odezwy:

Odezwa Komitetu Lokalnej organizacji ruciazków zawodowo robotniczych w St-Etienne.

Do Robotników i Robotniczek Polskich, Robotniczek i Robotniczek!

Walska codzienna okęś chleba o naszą egzystencję staje się coraz trudniejsza.

Klasa posiadająca całość nie jest nigdy naszą cona potew proletaryjusz, eksploatacja sił fizycznych codzienną robotniczną za niskie cenę, która wystarcza robotnikowi na pokreby zwyczajne.

Warunki ekonomiczne zkarzdem dniem stają się węższymi dla klasy robotniczej.

Klasa robotnicza zdania nadziei staje się węższymi ofiarą wyższemu kapitałowi!

Klasa posiadająca jest jedniemi wulkanem! nie nasyconym uzysku robotnika!

Nasmiast robotnik rzucony na pastwę nędzy i niedostatku.

W jarzynie kapitału międzynarodowego; I dyktaturie klasy posiadającej! Czyż morze proletaryjat spodziewa się lepszej egzystencji jutra, klasa posiadająca nieka robotnikowi dobroci nych utwpi!

Otakowe klasarobocizna musi wależyć otwarcie i solidarnie pod ostową organizację związków zawodowo robotniczych.

Solidarnosc Proletaryjatu!

Béz rorniej wych sił robotniczych pnień ehaniebnę eksploatacy; staje się zkarzdem dniem ulicency mezbendnem!

Watec i klasę posiadającą memorze się miedrye nie zorganizowana masa robotnicza.

Fam panuje dyktatura kapitalistyczna W Imie solidarnosci obowigkiew na sram przystępie do organizacji ruciazków zawodowo robotniczych. Pod chasztem międzynarodowej solidarnosc stange dowalk olepsre jutro.

Prez z antagonizmem narodniuw.

Prez z antypandyjz i eyoirmem.

Niech żyje zjednoczenie ut robotniczych.

Niech żyje solidarnosc i raufanie klasy robotniczej w Pedriemaiach Fabrykach i Warsztatach.

Dowalki niewolniku ztogo eiciea solidarnie zor ganirowany w organizacyji węższkach zawodowych.

Ktore bronig swych ni teresour ekonomicznych. Niech żyje organizacja zuriszkw zawodowo robotniczych.

Prez rwyżyskiem, eksploatacyj do Walko Fowarzysw,

Od Walki do Walki,

Ardo zuyeien stwa.

**

Mimowoli przypomniało mi się opowiadanie o owym Francuzie, który posłyszawszy w domu polskim, jak gospodarz dając wskazówki służącemu, przybijającemu obraby, powiedział doń:

Ta ramka tu, tamta ramka tam! zapytał: Excusez, monsieur, c'est vraiment du polonais? (Pan daruje, ale czy to rzeczywiście polski język)

Bo oto zecer Francuz, który składał powyższą odezwę, zadał mi najzupełniej takie samo pytanie.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tel.: Saxe 03-45

Wykonuje wszelkie druki polskie: Cirkularze, Karty ogłoszeniowe, Broszury, Formularze, Zaproszenia, Książki, etc. etc.

Na ządanie przeprowadza sama korektę polską

Tel. Trudaine 54-68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all night. Ouvert toute la nuit.

:: Otwarte całą noc. ::

Orkiestra cygańska-Tańce-Spiewy.

OBIADY a prix fixe i à la carte

z winem i kawą po 18 franków.

Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących I^{ej}, II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich

STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)

(métro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(kolo nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 14 września 1922.

Funty angielskie.....	58 fr. 61
Dolary ameryk.....	13 fr. 30
Franki belg.....	94, 50
Franki szwajc.....	2 fr. 47, 50
Marki niem.....	0, 85
Korony czeskie.....	44, 50
Leje rumuńskie.....	8, 05
Korony austr.....	—
Liry włoskie.....	55, 70
Marki polskie.....	—
Banknoty.....	0.21
Czeki na Warszawę.	0.19 1/2—0.21
Tysiącmarek polskich .	2 fr. 05